

## L'administration américaine divisée

WASHINGTON *Le Monde*  
correspondance 15-8-87

La coopération souhaitée par le président Reagan entre la Maison Blanche et le Congrès concernant la politique étrangère est menacée. Dans son discours du mercredi 12 août, le président Reagan exprimait l'espoir que l'initiative diplomatique américaine, associant la Maison Blanche au président de la Chambre des représentants, M. Wright, dans un plan de paix pour le Nicaragua, serait le point de départ d'une politique étrangère bipartite.

Mais, jeudi, le président Reagan a fait savoir, par l'intermédiaire de son entourage, qu'il envisageait de demander au Congrès d'approuver des crédits intermédiaires pour les « contras » pour la période allant du 30 septembre — date à laquelle l'aide actuelle doit prendre fin — et le 7 novembre, date fixée par le plan Arias pour le cessez-le-feu. Assimilant la formule à une sorte de « police d'assurance », M. Carlucci, conseiller présidentiel pour les affaires de sécurité, a indiqué que rien dans le plan Reagan-Wright n'empêchait l'administration de demander des crédits pendant cette

période de négociations sur le cessez-le-feu.

Dans une déclaration antérieure, M. Wright avait clairement indiqué qu'il ne souhaitait pas que le président demande une aide intérimaire afin de ne pas compliquer les chances de la négociation. Tout au plus envisageait-il une aide « humanitaire » pendant cette période spéciale des négociations. M. Wright n'a pas encore commenté les intentions de la Maison Blanche. Ses adjoints ont indiqué que l'initiative d'une demande de crédits intermédiaires serait contraire à l'esprit de l'accord intervenu entre le chef de l'Etat et le président de la Chambre. Au demeurant, ils ajoutent que le Congrès, et notamment la Chambre, rejetterait à une large majorité l'éventuelle demande de la Maison Blanche.

En fait, le président Reagan doit tenir compte des fortes réserves exprimées par le vice-président Bush et le sénateur Dole, leader de la majorité, à l'égard du plan Arias, ainsi que de la pression exercée par l'aile droite républicaine qui lui reproche d'avoir accepté ce plan, considéré comme beaucoup plus défavorable aux « contras » que le plan américain. L'administration

serait divisée. Le secrétaire d'Etat, M. Shultz, et M. Baker, chef d'état-major de la Maison Blanche, favoriseraient la négociation et recommanderaient que rien ne soit entrepris qui puisse la compromettre au départ. En revanche, M. Weinberger, ministre de la défense, et M. Carlucci insisteraient pour qu'une priorité absolue soit donnée à l'aide aux « contras », au détriment du plan Arias et de l'« accord » avec M. Wright.

L'influence de MM. Weinberger et Carlucci s'est fait sentir dans le discours de mercredi où, après avoir réaffirmé son « soutien total » aux « contras », le président Reagan a indiqué qu'il soutiendrait seulement les éléments du plan Arias « compatibles avec les intérêts des Etats-Unis ». Il faut s'attendre que, dans cet esprit, le président suggère de prolonger l'assistance actuelle pendant quelques mois, au cours desquels les sandinistes pourront faire la preuve de leur sincère volonté de démocratiser leurs institutions. Le Congrès, dit-on à la Maison Blanche, devrait reconsidérer le programme d'aide aux « contras » après, et non avant, cette démonstration de bonne volonté de Managua.

HENRI PIERRE.